



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFETE DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

A Bourges, le 11 MARS 2015

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

## INSTALLATIONS CLASSEES

SOCIÉTÉ I.E.L. EXPLOITATION 23

Communes de LAZENAY et POISIEUX

Rapport relatif à la demande d'autorisation d'exploiter un  
parc éolien

**Objet :** Installations classées - Demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien composé de 9 aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur les communes de Lazenay et Poisieux

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre déposée en Préfecture du Cher le 16 mai 2013, M. MOALIC agissant en qualité de gérant de la société IEL EXPLOITATION 23, dont le siège social est situé 41<sup>er</sup> boulevard Carnot à Saint Briec (22000), sollicite l'autorisation de créer un parc éolien composé de neuf aérogénérateurs et d'un poste de livraison électrique sur le territoire des communes de Lazenay et Poisieux.

A cet effet, un dossier auquel ont été annexés notamment une étude d'impact, des études paysagère, acoustique et faunistique, une étude des dangers, une notice d'hygiène-sécurité et des plans réglementaires, a été joint à la lettre de demande. Suite aux remarques formulées par l'inspection des installations classées par courrier adressé à l'exploitant le 21 octobre 2013, un nouveau dossier a été déposé le 2 avril 2014 en préfecture.

Le dossier de demande ainsi complété a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 8 avril 2014. La recevabilité a été notifiée par la Préfète du Cher le 17 avril 2014.

### 1. OBJET DE LA DEMANDE

#### 1.1 NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

L'installation projetée relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

.../...

PJ : Plan de situation et plan de masse  
Projet d'arrêté préfectoral  
Copie à : DREAL Centre - SEIR et UT 18-36

Horaires d'ouverture 8h30-11h30 / 14h-16h30  
Tél. : 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10  
6, Place de la Pyrotechnie - CS 70004  
18021 Bourges Cedex  
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Rubrique	Alinéa	AS, A ,DC, D,N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Hauteur maxi de mât	Unités du volume
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	9 aérogénérateurs	Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	≥ 50	m	93	m

A (Autorisation)

## 1.2 LE DEMANDEUR

La société IEL EXPLOITATION 23, est détenue à 100 % par la société Initiatives et Energies Locales (IEL) qui est un groupe indépendant français basé à Saint Brieuc, spécialisé dans le développement, l'installation et l'exploitation de projets éoliens terrestres, de solaire photovoltaïque et de méthanisation.

La société IEL EXPLOITATION est une filiale dédiée à la production d'électricité. Elle exploite l'équivalent de 30 MW éoliens. IEL travaille sur le développement de plus de 100 MW de projets dans le grand ouest.

Le demandeur a déposé le 16 mai 2013 une demande de permis de construire pour chaque éolienne. A l'issue du délai d'instruction d'un an, M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire n'a pas pris de décision, ce qui équivaut à un rejet implicite des demandes.

La société IEL EXPLOITATION 23 n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs prévoient d'être implantés, mais elle a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées notamment sur leur remise en état après exploitation.

## 1.3 DESCRIPTION DU PROJET

Un plan de situation et un plan de masse sont joints en annexes au rapport.

### Installations

Le parc éolien projeté se compose de :

- 9 aérogénérateurs, identifiés E01 à E09,
- 1 poste de livraison électrique, implanté près de l'aérogénérateur n° E06.

Le pétitionnaire n'a pas arrêté de modèle précis d'aérogénérateurs dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Les études sont menées sur la base de deux modèles différents : 1 de marque ALSTOM (modèle ECO 110-3 de 3 MW de puissance unitaire) et 1 de marque REPOWER (modèle MM 114-3.2 de 3,2 MW de puissance unitaire).

Ces modèles présentent une hauteur de mât respective de 90 m et 93 m, un diamètre de rotor respectif de 110 m et 114 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 145 m et de 150 m.

L'engagement du pétitionnaire porte donc sur un gabarit maximal des aérogénérateurs avec une hauteur de mât de 93 m, un rotor de 114 m et une hauteur en bout de pâles de 150 m, et sur une puissance unitaire maximale de 3,2 MW. Ces données entrent dans les limites dimensionnant le projet.

D'une puissance totale maximale de 28,8 MW, le parc permettra une production annuelle estimée de 54.000 MWh, soit l'équivalent des besoins annuels en électricité de 15 500 personnes. Sous réserve de l'accord d'ERDF et des capacités d'accueil suffisantes, le parc éolien sera raccordé via une liaison enterrée à un poste source du réseau électrique. Les deux postes envisagés sont situés à 10 km sur la commune de Chéry et à 15 km sur la commune de Saint Florent sur Cher. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du demandeur.

## Implantation

Cinq des aérogénérateurs sont implantés sur la commune de Lazenay (E01 à E05) et quatre sur la commune de Poisieux (E06 et E09). Un poste de livraison électrique est prévu près de l'éolienne E06.

Le projet de parc éolien vient s'implanter sur les parcelles suivantes : n° ZN 8, 19 et 30, ZM 2 et ZM 53 de la commune de Lazenay, et n° ZA 6, 12, 14, 16 et 21 de la commune de Poisieux.

La commune de Lazenay est dotée d'une Carte Communale (document d'urbanisme simplifié) qui ne s'oppose pas à l'implantation d'éoliennes sur les parcelles concernées, qui se trouvent en zone naturelle. La commune de Poisieux ne dispose d'aucun document d'urbanisme : le régime applicable en matière de droit des sols est donc le Règlement National d'Urbanisme.

La zone d'implantation du projet se situe en partie ouest du département du Cher, à 25 km de Bourges. Elle est à 1,6 km environ au sud-est du bourg de la commune de Lazenay et à 850 m environ au nord du bourg de la commune de Poisieux.

La zone d'implantation est rurale à dominante agricole. Elle s'étend sur un vaste plateau calcaire légèrement ondulé et traversé par quelques vallées. Le paysage est celui de la Champagne Berrichonne, marqué par de grandes cultures, ouvert sur des horizons lointains et ponctué par des boisements épars.

La rivière l'Arnon coule au plus près à 1,2 km à l'ouest de l'éolienne E01. L'étang Sermel situé à environ 800 m de l'éolienne E05 s'écoule de façon intermittente dans l'Arnon sur une distance de 1 400 m.

Le Site d'Importance Communautaire « Îlots de marais et coteaux calcaires au nord-ouest de la Champagne Berrichonne » se trouve à 1 km au sud-ouest de l'éolienne E09.

Le principal axe routier à proximité de la zone est la RD 18 qui longe toutes les éoliennes et se trouve à une distance comprise entre 190 m (éolienne E01) et 350 m.

Les aérogénérateurs se trouvent à plus de 500 m des premières habitations, conformément à ce qui est imposé par la réglementation.

Le projet est implanté sur le territoire des communes de Lazenay et Poisieux identifiées comme favorable au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Eolien annexé au Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie du Centre validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n°12.120 du 28 juin 2012. Il est situé dans la zone n° 15 « Champagne Berrichonne et Boischaut Méridional ».

## **1.4 PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT**

La production d'électricité éolienne repose sur la transformation d'une énergie mécanique (le vent et le mouvement des pales) en énergie électrique.

Les pales de chaque aérogénérateur tournent à une vitesse comprise entre 6 et 17 tours par minute. Le mouvement lent du rotor est ensuite accéléré par un multiplicateur et l'énergie mécanique créée est transformée en énergie électrique par le générateur. L'électricité ainsi produite à une tension d'environ 690 volts est traitée grâce à un convertisseur puis la tension est augmentée à 20 000 volts par un transformateur installé au niveau de la nacelle ou au pieds du mât. L'électricité est acheminée par câble enterré jusqu'au poste de livraison où elle transite avant d'être injectée sur le réseau public via le poste source.

## **1.5 CADRE ADMINISTRATIF DE L'INSTRUCTION**

La construction et l'exploitation d'un parc éolien sont encadrées par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

Ces dispositions ont pour objet de maîtriser les risques et nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La société IEL EXPLOITATION 23 s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 (l'arrêté du 6 novembre 2014 étant paru ultérieurement au dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, ce dernier n'est tout logiquement pas visé par le pétitionnaire).

### **1.6 CONTRAINTES D'IMPLANTATION**

Les contraintes d'implantation des aérogénérateurs sont définies par la section 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article 3 de l'arrêté sus-visé, le parc éolien objet de la demande est implanté de telle sorte que les aérogénérateurs du parc sont situés à plus de 500 m des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2011.

Les habitations les plus proches de l'installation sont situées au hameau « L'Auvergne » à 600 m au sud de l'aérogénérateur n° E09 sur la commune de Poisieux et au lieu-dit « Les Fontaines » à 620 m au sud-ouest de l'aérogénérateur n° E05 sur la commune de Lazenay. Huit autres hameaux sont implantés à une distance variant entre 720 et 980 mètres d'un des aérogénérateurs du parc.

Par ailleurs, les aérogénérateurs sont implantés à plus de 300 m de tout établissement classé Seveso, à plus de 250 m de tout bâtiment à usage de bureaux et au-delà des distances minimales définies à l'article 4 de l'arrêté sus-visé pour les radars.

Le demandeur a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées par le projet.

## **2. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **2.1 AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE**

L'autorité environnementale a émis le 6 juin 2014 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

Il souligne en particulier les aspects suivants :

- Les enjeux du projet pour l'environnement sont hiérarchisés et font l'objet d'investigations approfondies ;
- L'étude paysagère qui est de bonne qualité a été réalisée de manière approfondie sur plusieurs échelles d'analyse hiérarchisées. Pour les lieux de vie proches, le dossier démontre que l'impact reste limité par l'existence, le plus souvent, d'écrans végétaux ;
- Concernant le patrimoine historique, le dossier montre qu'il n'y a pas de monuments protégés dans l'environnement proche et l'analyse des photomontages met correctement en évidence que le projet n'a pas d'impact sur les monuments historiques dans un périmètre de 5 km ;
- Le projet a pris convenablement en compte les enjeux de biodiversité. Plusieurs mesures adéquates de réduction d'impacts seront mises en œuvre pour la faune ;
- L'étude acoustique prévoit l'arrêt et/ou le freinage des rotors des éoliennes impactantes pour satisfaire les niveaux sonores réglementaires. Le pétitionnaire réalisera une campagne de mesures lors de la mise en service du parc afin d'ajuster le plan de fonctionnement pour respecter la réglementation ;
- Les mesures prises pour limiter les risques liés au fonctionnement des éoliennes et réduire leurs conséquences sont adaptées. L'efficacité de dispositifs de sécurité est étudiée ;
- En conclusion, l'étude d'impact est de bonne qualité et décrit correctement le projet, son environnement et ses effets sur celui-ci, avec des méthodes appropriées et en restituant les analyses de façon compréhensible. Les mesures proposées permettent de considérer que le projet prend en compte l'environnement de manière satisfaisante.

### **2.2 ENQUETE PUBLIQUE**

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral n°2014-DDCSPP-096 du 13 juin 2014 s'est déroulée du 9 septembre au 15 octobre 2014 inclus dans les 16 communes suivantes :

#### Département du Cher

CERBOIS, CHAROST, CHERY, CIVRAY, LAZENAY, LIMEUX, LURY sur ARNON, PLOU, POISIEUX, PREUILLY et SAINTE THORETTE.

#### Département de l'Indre

DIOU, MIGNY, REUILLY, SAINTE LIZAIGNE et SAINT GEORGES sur ARNON.

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions. Le public ne s'est pas mobilisé pour le projet. Seules 12 personnes ont consulté le dossier.

Une seule observation a été consignée sur le registre en mairie de Lazenay, et aucune sur le registre en mairie de Poisieux. Le commissaire-enquêteur a reçu 4 courriers et 2 courriels.

On peut noter que deux courriers se rapportent à des demandes de renseignements et deux autres sont des avis favorables au projet exprimés par des représentants d'entreprises implantées localement.

Par ailleurs, dans une lettre six habitants du hameau des « Quatreux » sur la commune de Lazenay, situé à 700 m environ de l'éolienne E01, dénoncent : le fonctionnement aléatoire des éoliennes, l'impact négatif sur les paysages, les dangers liés à l'emballlement des machines, les désagréments lors des travaux et la dépréciation immobilière.

Par procès-verbal d'observations du 20 octobre 2014, le commissaire enquêteur a communiqué au pétitionnaire les remarques et les interrogations formulées lors de l'enquête publique, auxquelles il a répondu par un mémoire du 28 octobre 2014.

### **2.3 AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Dans son rapport, le commissaire enquêteur note que l'étude d'impact sur l'environnement et la santé est très poussée et permet de trouver réponse, a priori, à toutes les questions que l'on peut se poser au regard d'un projet éolien.

Il souligne que le porteur de projet a fourni une étude très détaillée des impacts du futur parc éolien sur les paysages et le patrimoine. Il note que la subjectivité de l'esthétique est personnelle et elle ne peut être généralisée sans argument.

En outre, le commissaire-enquêteur indique que le mémoire établi par le demandeur en réponse aux remarques exprimées lors de l'enquête publique est très complet et qu'il apporte des éléments de réponse substantiels au regard des remarques et interrogations formulées dans les observations.

Dans son procès-verbal de conclusions et d'avis établi le 12 novembre 2014, le commissaire-enquêteur considère notamment que :

- le projet s'inscrit dans une zone favorable à l'éolien définie dans le Schéma Régional Eolien,
- les études de vent montrent une vitesse de vent acceptable au niveau du rotor,
- le projet s'inscrit à proximité immédiate et en cohérence d'alignement avec les parcs existants, tout en évitant le mitage du territoire,
- l'analyse des photomontages de l'étude paysagère met en évidence que le projet de parc éolien n'a pas d'impact sur le patrimoine notamment pour les cinq monuments classés proches du site,
- l'étude paysagère, très complète et très détaillée, montre que l'intégration du parc et donc la densification des éoliennes, limite l'impact visuel pour les hameaux et les habitations isolées proches du projet,
- le responsable du projet prévoit des mesures compensatoires par la plantation de haies bocagères pour les hameaux concernés par l'impact visuel,
- le porteur de projet envisage au vu de l'étude acoustique un plan de fonctionnement (bridage des éoliennes) afin de respecter la réglementation,
- des mesures de réception acoustique, réalisées lorsque le parc sera en fonctionnement, sont prévues pour s'assurer de la pertinence de ce plan de fonctionnement et également de l'impact sur les habitants des hameaux proches du parc,
- l'étude d'impact comporte un volet très détaillé des conséquences sur la santé pour l'homme et des études spécifiques mettent en évidence l'absence d'effet physiologique pour l'homme,
- l'étude d'impact montre que le parc éolien n'aura pas d'incidence sur l'état de conservation des espèces, des communautés végétales et des habitats présents au sein des périmètres des zones Natura 2000,
- le responsable de projet mentionne dans l'étude d'impact les dispositions retenues pour réduire de façon importante la mortalité des chiroptères et de l'avifaune migratrice.

En conclusion, le commissaire-enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la Société IEL EXPLOITATION 23.

## **2.4 AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX**

Les conseils municipaux des communes situées dans le rayon d'enquête de 6 km, au nombre de 16, ont été consultés. Ces communes sont implantées dans les départements du Cher et de l'Indre.

Dix conseils municipaux ont délibéré sur le projet :

- 8 ont émis un avis favorable : Chârost, Chery, Diou, Lazenay, Lury sur Arnon, Poisieux, Reuilly, Sainte Thorette,
- 1 a émis un avis défavorable : Civray. Cet avis ne fait l'objet d'aucune motivation,
- 1 s'est abstenu : Preuilly.

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des avis des conseils municipaux communes de Cerbois, Limeux, Plou, Migny, Sainte Lizaigne et Saint Georges sur Arnon, ne se sont pas prononcées.

En conséquence, une très grande majorité des conseils municipaux qui se sont exprimés se sont positionnés de manière favorable. Les 2 communes d'implantation du projet ont émis un avis favorable.

## **2.5 AVIS DES SERVICES DE L'ETAT**

### **Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cher**

Dans une lettre du 3 juillet 2014, le SDIS émet plusieurs observations sur le projet : le dossier ne mentionne pas la prise en compte des contraintes des liaisons radio des services de secours et du nouveau réseau radio numérique des sapeurs pompiers, pour l'implantation des éoliennes ; le délai de transmission de 15 minutes pour alerte les secours doit pouvoir être réduit ; le SDIS devra être informé du début des travaux et de la mise en service des installations ; un plan d'implantation et un numéro de téléphone d'urgence devront être communiqués.

### **Direction Départementale des Territoires du Cher**

Par courriel du 16 juillet 2014, la DDT précise qu'elle n'a aucune observation à formuler sur la prise en compte des règles d'urbanisme.

### **Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) du Cher**

Dans une lettre du 30 juin 2014, le STAP rappelle son avis défavorable au projet exprimé par courrier du 20 juin 2014 lors de la procédure de demande de permis de construire, et conclut qu'il confirme cet avis défavorable.

Son avis est motivé par : la co-visibilité probable entre une partie du parc éolien et le château de Saragosse sur la commune de Lazenay ; l'absence de photomontage depuis les étages de ce château alors qu'il est nécessaire d'apprécier les vues sur le parc éolien depuis l'édifice protégé ; l'absence de point de vue depuis le sommet de la tour du château de Mehun sur Yèvre qui est accessible au public ; le conflit d'échelle entre les éoliennes et le hameau de Plou ; l'étude de saturation visuelle est limitée aux seuls habitats situés dans un rayon 1100 mètres autour du projet, alors qu'il y a une douzaine de parcs construits ou autorisés dans un rayon de 20 km.

Par ailleurs, le STAP rappelle que le projet a fait l'objet de neuf arrêtés préfectoraux de prescription de diagnostic archéologique datés du 20 septembre 2013 émanant du Service Régional de l'Archéologie.

Dans un mémoire du 22 décembre 2014, la société IEL EXPLOITATION 23 a apporté des éléments de réponse aux remarques (voir chapitre 2.6 du présent rapport).

Après consultation sur ces éléments, par lettre du 11 février 2015 le STAP du Cher a confirmé son avis défavorable, en le justifiant par les points suivants : l'angle de vision humaine de 60° englobe quatre des éoliennes du parc et la totalité de l'allée centrale qui mène au château de Saragosse. Or, cette allée fait intégralement partie des parcelles protégées par l'arrêté d'inscription au monument historique et participe

pleinement de l'ensemble monumental du château de Saragosse ; l'allée plantée d'arbres n'est en rien un écran visuel providentiel entre éoliennes et monument, mais constitue bien une partie de ce dernier depuis laquelle les éoliennes sont visibles comme le prouve un photomontage ; le fait que la tour du château de Mehun sur Yèvre ne soit pas accessible au public à la saison des « feuilles tombées » n'explique pas l'absence de photomontage depuis son sommet. Le feuillage paraît en effet peu à même de constituer un écran efficace entre ce point de vue et le projet ; le hameau de Plou aurait mérité au moins une vue complémentaire plus rapprochée du bourg afin de juger d'un éventuel effet de surplomb par les éoliennes ; il n'est pas fourni d'argument nouveau pour l'évaluation de l'effet de saturation visuelle. IEL se contente de citer des avis de l'Etat qui sont avant tout une appréciation générale favorable de la bonne intégration paysagère du projet « à échelle élargie du territoire », qu'il ne s'agit pas de remettre en cause ; l'avis défavorable appelle avant tout l'amélioration du projet.

#### Direction Régionale des Affaires Culturelles

Par courriel du 13 novembre 2014, la DRAC confirme les informations relatives à l'archéologie préventive transmises dans l'avis du STAP du Cher du 30 juin 2014.

#### Institut National de l'Origine et de la Qualité

Par lettre du 26 juin 2014, l'INAO ne formule aucune objection à l'encontre du projet.

#### Agence Régionale de Santé du Centre

Par lettre du 16 mai 2014, l'ARS Centre indique que le projet semble présenter un risque acceptable pour la santé de la population. Par conséquent l'ARS Centre émet un avis favorable à ce dossier.

### **2.6 REPONSES APORTEES PAR LE DEMANDEUR**

#### Consultation du public

Suite aux observations et interrogations exprimées lors de l'enquête publique et au procès-verbal d'observations du 20 octobre 2014 établi par le commissaire enquêteur, l'exploitant a fourni un mémoire en réponse le 28 octobre 2014.

Les éléments de réponse fournis peuvent être synthétisés de la manière suivante :

Observations du public	Réponses du demandeur
Utilité du projet ; Fonctionnement aléatoire des éoliennes en activité	Projet dans la zone favorable à l'éolien n°15 du SRE ; Parc contribuant à l'atteinte de l'objectif de puissance installée d'origine éolienne en région Centre ; Mât de mesure de vent installé concluant à une vitesse moyenne de 6,3 m/s ; Eoliennes arrêtées en cas de vent insuffisant ou d'opérations de maintenance
Utilité de l'éolien face à la production nucléaire d'électricité	Energie éolienne limitant l'émission de gaz à effet de serre ; Eolien s'inscrivant dans la solution du mix-énergétique ; Indépendance vis à vis des énergies fossiles ; Avantages écologiques
Impacts négatifs sur le paysage	Etude d'impact sur le paysage et sur le patrimoine par un bureau d'études paysagiste indépendant, avec une centaine de photomontages et une analyse dans un rayon de 15 km ; Mise en place de haies bocagères pour les habitations avec vue directe sur les éoliennes
Impact du balisage lumineux des éoliennes	Obligation réglementaire ; Synchronisation avec les parcs proches ; Utilisation de LED dont la durée de flash est plus courte
Désagrément durant les travaux de construction du parc	Analyse dans l'étude d'impact du dossier de l'augmentation du trafic ; Gêne maximale durant 9 jours (coulage des fondations) ; Dispositions prévues concernant le nettoyage des voies publiques
Risques liés à l'emballement des pales	Etude des dangers dans le dossier concluant à l'acceptabilité des risques ; Arrêt automatique des éoliennes à partir d'un vent

	de 90 km/h ; Certification des éoliennes par un organisme agréé indépendant
Impact du projet sur le fonctionnement du réseau internet, du téléphone, de la télévision	Impacts éventuels étudiés dans le dossier ; Mise en place en mairie d'un formulaire pour signaler d'éventuelles perturbations avérées du réseau
Riverains ne bénéficiant pas d'un retour économique	Retombées économiques directes pour les deux communes, bénéficiant indirectement aux habitants ; Emplois générés par les travaux
Dévalorisation de l'immobilier	Existence d'études concluant à l'absence d'impact des parcs éoliens sur le prix de l'immobilier

#### Consultation des services de l'Etat

Par lettre du 22 décembre 2014, le demandeur a apporté des éléments de réponse aux avis formulés par les services suivants:

##### Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cher

Aucune des éoliennes n'est positionnée sur ou à proximité directe d'une des liaisons référencées dans l'avis du SDIS.

Il est pris note des numéros de téléphone directs des secours qui seront transmis aux services en charge de l'exploitation des installations et de l'astreinte.

Les plans et un numéro de téléphone d'urgence seront transmis au SDIS avant le début des travaux.

##### Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Cher

Pour le château de Saragosse, un photomontage traitant de la co-visibilité depuis un point de vue situé au nord du site sur la RD 123 permet de se rendre compte que les éoliennes ne sont pas sur le même plan que le château.

Il existe un angle de 60° entre les extrémités visibles du château et du parc éolien (angle qui correspond à la vision humaine), ce qui signifie qu'un observateur ne peut pas avoir dans le même champ de vision le monument et les éoliennes.

Le château est interdit au public ce qui justifie l'absence de prises de vue depuis les parties privées.

Un photomontage réalisé depuis l'allée centrale desservant le château permet de juger des effets d'inter-visibilité depuis le pied du monument : les arbres de l'allée forment un masque végétal et apparaissent bien plus hauts que le bâti du château, occultant ainsi la vue vers le parc éolien.

Le château de Mehun sur Yèvre a fait l'objet de plusieurs photomontages qui traitent des aspects de co-visibilité et d'inter-visibilité avec le parc éolien. La tour de ce château est fermée au public entre novembre et mars, ne permettant pas de réaliser des prises de vues dites « à feuilles tombées ».

Contrairement à ce qui est indiqué, le hameau de Plou fait l'objet d'un photomontage n°15 réalisé en période hivernale.

L'avis émis par l'autorité environnementale le 6 juin 2014 conclut notamment à l'absence d'effet d'écrasement sur les bourgs proches et les bâtiments privés des riverains du projet, et que l'implantation ne provoque pas de saturation visuelle (excepté pour un hameau) ou d'effets d'encercllement des villes et bourgs. Le paysagiste conseil de la DDT du Cher, en s'appuyant sur une analyse du dossier et une analyse de terrain, a donné un avis favorable au projet.

##### Direction Régionale des Affaires Culturelles

Une rencontre sur le site a eu lieu le 8 novembre 2013 avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives. Un dossier d'aménagement a été transmis le 12 mars 2014. Il a été convenu que le diagnostic préventif sera effectué préalablement aux travaux de terrassement, après obtention des autorisations purgées de tous recours.

### **3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

#### **3.1 IMPACTS LIÉS AU PROJET**

##### Impact sur l'air



Dans le cadre du projet, les seuls impacts sur la qualité de l'air sont liés à la phase de travaux qui peut générer la production de poussières si les travaux sont réalisés en période sèche.

En période de fonctionnement, l'installation ne générera aucune émission polluante (poussières, particules toxiques...) dans l'atmosphère et l'exploitation du parc n'aura pas vocation à augmenter le trafic routier pouvant engendrer l'émission de polluants liés aux gaz d'échappement.

#### Impact sur les eaux

L'ouvrage de captage des eaux souterraines le plus proche se trouve à 3,2 km du projet, sur la commune de Plou.

La rivière l'Arnon coule au plus près à 1,2 km à l'ouest de l'éolienne E01. L'étang Sermel situé à environ 800 m de l'éolienne E05 s'écoule de façon intermittente dans l'Arnon.

Le projet en tant que tel ne nécessite aucun prélèvement d'eau sur le site. Il ne générera donc aucun effluent liquide.

Pour pallier le risque lié à un déversement accidentel de produits dangereux, qui pourrait intervenir en cas de rupture de flexible sur un engin de chantier ou du fait du stockage temporaire d'hydrocarbures sur le site pendant les travaux, des mesures particulières sont prises (zone ou local imperméabilisé, stockage sur rétention, conteneurs à déchets,...).

En phase d'exploitation, le parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des eaux de surface ni en mode de fonctionnement normal ni en mode de fonctionnement dégradé. Le mât étant étanche, tous les fluides nécessaires au fonctionnement des machines resteront confinés dans cet édifice et les lubrifiants usagés seront directement pompés et évacués vers les filières de traitement spécialisées.

#### Impact sur les sols et le sous-sols

Les impacts sur les sols identifiés en phase travaux concernent l'occupation d'espaces nouveaux liés aux activités de chantier, à la nécessité d'élargir les chemins d'accès aux aérogénérateurs et à la sensibilité des sols à l'érosion. Dans une moindre mesure, la création des voies d'accès, les excavations pour les fondations, la tranchée pour le réseau de câblage sont autant d'opérations susceptibles de déstructurer le sol et de le rendre plus sensible à l'érosion sous l'action de l'eau et/ou du vent.

L'impact sera limité du fait d'une implantation du parc favorisant l'accès par des chemins existants.

Pendant la phase de fonctionnement, l'activité du parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des sols et du sous-sol, ni en mode de fonctionnement normal, ni en mode de fonctionnement dégradé.

La présence des aérogénérateurs reste compatible avec l'exploitation des terres en culture. Les terrains occupés feront l'objet d'une location visant à compenser la perte induite et seront remis en état, sauf si leur propriétaire souhaite le maintien des aires de grutage et des chemins d'accès, dès la fin d'exploitation des installations et quel que soit le motif de cessation de l'activité.

#### Impact lié aux déchets

Lors de la construction des installations, une faible quantité de déchets sera produite : ferrailles, bois, cartons, matières plastiques.

Les installations en fonctionnement ne génèrent que très peu de déchets, liés aux opérations de maintenance : huiles et graisses usagées, filtres, liquides de refroidissement, chiffons, systèmes de freinage.

D'une manière générale, les déchets produits lors de la construction du parc et lors de son exploitation seront éliminés au fur et à mesure de leur production en étant collectés séparément, stockés sur des zones aménagées puis valorisés ou éliminés conformément à la réglementation en vigueur, en favorisant le recyclage des déchets non dangereux.

De plus, tous les déchets dangereux seront évacués en assurant leur traçabilité par bordereaux de suivi de déchets, conformément à la réglementation en vigueur.

### Impact lié au bruit

La rotation des pales dans l'air émet un bruit.

Une étude de bruit prévisionnelle a été réalisée par le demandeur en tenant compte du positionnement final des aérogénérateurs et huit points de mesure ont été implantés près des habitations riveraines les plus proches pour définir le niveau de bruit de référence avant mise en service du parc éolien.

En complément, une modélisation informatique du niveau de bruit induit par le fonctionnement des aérogénérateurs a été réalisée et l'augmentation potentielle de bruit à chaque point de mesure, appelée « émergence », a été calculée.

L'étude acoustique met en évidence un risque de dépassement du niveau réglementaire d'émergence admissible dans certaines conditions de fonctionnement le jour et la nuit, et conclut à la nécessité de mettre en œuvre un plan de bridage des éoliennes.

Pour obtenir un niveau d'émergence conforme dans tous les cas de figure, le demandeur prévoit donc de mettre en place un dispositif de contrôle du mode de fonctionnement des aérogénérateurs. Il permet de réduire la vitesse de rotation des pales, donc le bruit émis, voire d'arrêter totalement les éoliennes les plus bruyantes. Ainsi, il est possible de programmer le fonctionnement du parc en fonction de la direction du vent, de sa vitesse et des heures de la journée pour éviter les nuisances sonores.

La mise en place de ce plan de bridage des éoliennes réduit l'impact sonore des installations et doit permettre de respecter les valeurs réglementaires imposées.

Par ailleurs, le demandeur s'est engagé à réaliser une étude acoustique sur la totalité du parc éolien après sa mise en service afin de vérifier la conformité des émergences diurne et nocturne, et si nécessaire d'adapter le plan de fonctionnement.

### Impact lié aux vibrations

En fonctionnement, les aérogénérateurs peuvent engendrer de faibles vibrations qui sont transmises au sol par le mât puis les fondations et qui peuvent être renforcées selon la nature du sous-sol. Néanmoins, la distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations doit permettre de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

### Impact lié aux ondes électromagnétiques

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées au générateur électrique présent dans la nacelle, au poste de livraison et aux câbles électriques souterrains.

Ainsi, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est implantée de telle sorte que les habitations ne soient pas exposées à un champ magnétique émanant des aérogénérateurs supérieur à 100 microteslas à 50-60 Hz.

### Impact lié aux effets stroboscopiques

Le phénomène de battement d'ombre qui se produit au cours des périodes de l'année où le soleil est bas et le ciel dégagé est très ponctuel.

Aucun bâtiment à usage de bureau n'est à ce jour situé à moins de 250 mètres des aérogénérateurs. En conséquence, aucune étude des effets stroboscopiques n'est exigible en vertu de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Le demandeur a toutefois réalisé une étude des ombres portées au niveau de 19 lieux autour du projet.

Il en ressort que la durée annuelle maximale d'exposition est de l'ordre de 25 heures, en tenant compte de facteurs réducteurs tels que : les conditions d'ensoleillement, la présence d'écran de végétation, l'orientation des habitations, le placement des pales entre le soleil et les habitations.

Par ailleurs, les distances d'éloignement par rapport aux premières habitations minimisent la gêne potentielle pour les populations.

### Impact sur le fonctionnement des radars

Les installations peuvent potentiellement perturber le fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens.

Le demandeur a sollicité l'avis des opérateurs radars concernés : Météo France, Direction Générale de l'Aviation Civile et Zone Aérienne de Défense Nord du ministère de la Défense (ZADN).

Au regard du secteur d'implantation des éoliennes, Météo France indique que son accord écrit n'est pas requis. Par courrier du 4 septembre 2012, la DGAC donne un avis favorable sous réserve que l'altitude en bout de pale reste inférieure à 335 m NGF ; c'est le cas avec la hauteur maximale en bout de pale prévue à 150 m (302 m NGF). Dans une lettre du 25 octobre 2012, la ZADN émet un avis favorable.

### Impact sur le paysage et le patrimoine historique

Le demandeur a défini une aire d'étude de 16 km autour du projet. Il indique que le projet a été construit en s'appuyant sur les lignes de force du paysage pour permettre une lecture claire et évidente depuis la RD 18 et la vallée de l'Arnon. La composition régulière du parc crée une nouvelle figure paysagère avec une logique d'implantation lisible, en une ligne parallèle à la RD 18.

Des simulations par des photomontages commentés, des plans et des cartes, permettent de juger de l'insertion future du projet dans le paysage. Le demandeur mentionne qu'il s'insère avec cohérence dans un secteur avec une densité d'autres parcs éoliens. Dans un rayon de 10 km autour du projet, se trouvent huit parcs en activité ou en construction.

L'étude paysagère comporte une vingtaine de photomontages de points de vue, répartis entre 2,2 et 13,6 km du projet, ainsi qu'une analyse de l'effet visuel depuis les habitations proches du projet. Des bosquets, des haies et autres végétaux jouent un rôle d'écran ou de filtre, et permettent de supprimer ou de limiter les vues directes sur les éoliennes depuis la plupart des habitations des hameaux.

Le porteur de projet conclut que les parcs sont suffisamment distancés pour ne pas provoquer de saturation visuelle (occupation de l'horizon) ou d'encercllement des villes et bourgs.

Au regard du patrimoine historique, le monument le plus proche est le château de Saragosse sur la commune de Limeux (inscrit aux monuments historiques) situé à 3 km du projet. Le site étant « inscrit », il présente un enjeu moins fort qu'un site « classé ». Le bâtiment du château ne présente pas de co-visibilité directe avec le parc éolien (superposition visuelle du monument et du projet).

Il existe une co-visibilité indirecte entre l'allée centrale menant à l'édifice et certaines éoliennes du parc (présence le même champ de vision et sans superposition). L'impact de cette co-visibilité est limité dans la mesure où le projet apparaît dans une aire visuelle (plateau agricole ouvert) qui se distingue nettement de l'espace occupé par le monument (légère dépression occupée par le village et le site du château, partiellement boisée).

Depuis l'allée elle-même, cinq éoliennes sont potentiellement visibles. La double rangée d'arbres du côté gauche de l'allée et un rideau d'arbres en arrière plan, masquent partiellement ces éoliennes.

Le demandeur juge que l'enjeu sur le patrimoine du secteur reste modéré, en raison de la faible densité de monuments autour du site et de leur éloignement.

### Impact sur la faune

Le secteur d'implantation est quasi exclusivement composé de grandes cultures. Aucune espèce végétale patrimoniale n'est présente sur l'emprise du projet.

Il abrite un cortège classique d'espèces des grandes cultures avec notamment la présence de quelques couples nicheurs.

Pour éviter les perturbations de ces espèces, un démarrage des travaux de construction du parc entre début mars et fin juillet n'est possible qu'après une visite préalable par un expert afin de confirmer l'absence de nids occupés.

Le projet se trouve sur un axe migratoire important des grues cendrées.

En ce qui concerne les chiroptères, le peuplement est modérément diversifié et peu abondant. Les éoliennes sont implantées à 800 m du massif boisé le plus important (Bois des Montreaux), ce qui limite significativement les risques de collisions.

Il est prévu de mettre en place un suivi de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères sur 3 ans à la mise en service industrielle du parc, puis tous les 10 ans. Si une mortalité notable en lien avec les éoliennes est avérée, le demandeur s'engage à mettre en place des mesures correctives adaptées, telles

que l'arrêt des machines à certaines périodes et sous certaines conditions (vitesse du vent notamment), définies en fonction des résultats obtenus.

Pour la migration des grues cendrées, le porteur le projet propose une mesure novatrice, consistant à mettre en place un réseau automatisé d'alerte pour les passages migratoires, avec arrêt temporaire des machines au moment des survols du parc.

### **3.2 RISQUES LIES AU PROJET**

Au regard de l'étude sur l'accidentologie réalisée, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie. Les données de caractérisation en terme de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et adaptées au contexte local.

Les dispositions relatives :

- à l'éloignement des enjeux : habitations et réseau routier, notamment,
  - aux dispositifs de sécurité équipant les aérogénérateurs : détecteurs d'incendie, de vibrations et de survitesse ; systèmes de freinage du rotor ; systèmes de déduction de formation de glace, notamment,
  - au contrôle du fonctionnement des installations : supervision permanente à distance des paramètres de fonctionnement par un centre de contrôle, gestion des alarmes et arrêt des installations à distance, maintenance et entretien préventif,
- prises conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011, permettent de prévenir ces risques.

L'étude détaillée des risques menée dans l'étude des dangers jointe à la demande conclut que dans ces conditions les risques résiduels sont acceptables.

### **3.3 CONDITIONS DE REMISE EN ETAT**

Le demandeur s'engage à respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 en matière de remise en état, de constitution et de révision du montant des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoit que

- le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte à l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole pour ce projet,
- qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :
  1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que des câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.
  2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
    - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;
    - sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
    - sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.
  3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
- les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le demandeur s'engage à constituer des garanties financières avant la mise en service industrielle de l'installation.

Le montant initial des garanties financières est calculé en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Il est basé sur un montant de 50.000 € par aérogénérateur, actualisé au jour de la délivrance éventuelle de l'autorisation.

Ces garanties visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Elles résultent d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

### **3.4 DISPOSITIONS RETENUES DANS LE PROJET D'ARRETE PREFECTORAL**

Les conditions d'exploitation des parcs éoliens sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Elles s'appliquent donc de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société IEL EXPLOITATION 23.

Cet arrêté ministériel fournit un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendamment des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. A cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques et qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter annexé au présent rapport suit donc cette démarche. Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'Etat consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur permettant de maîtriser ces enjeux.

## **4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

La société IEL EXPLOITATION 23 a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien composé de neuf aérogénérateurs et d'un poste de livraison électrique, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

En outre, le demandeur a apporté des éléments de réponse factuels et adaptés aux observations formulées par le public au cours de l'enquête publique.

Au regard des dispositions prévues dans le dossier du demandeur et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. C'est le cas notamment en ce qui concerne :

- l'impact sonore, avec la mise en place d'un plan de bridage et d'arrêt des aérogénérateurs à certaines plages de vent et à certaines périodes de la journée, dès la mise en service des installations, et la réalisation d'une étude acoustique après la mise en service des installations pour en vérifier la pertinence,
- l'impact sur l'avifaune, avec le démarrage des travaux de construction du parc en période de nidification qu'après une visite préalable par un expert afin de confirmer l'absence de nid occupé pour éviter les perturbations des espèces nicheuses,
- la maîtrise des risques, avec la présence des dispositifs de détection d'anomalies et le contrôle à distance des paramètres de fonctionnement des éoliennes.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le demandeur a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et les impacts, et d'en maîtriser les conséquences.

## **5. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION**

Au vu des éléments fournis par la société IEL EXPLOITATION 23 dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des réponses du demandeur,

considérant que :

- le Schéma Régional Eolien définit des zones favorables à l'éolien et que les communes de Lazenay et Poisieux font partie de la zone n° 15 ;
- une très grande majorité de communes (15 sur 16) s'est positionnée de manière favorable ou sans avis sur le projet ; en particulier, les 2 communes d'implantation du projet ont émis un avis favorable,
- la distance minimale d'éloignement des habitations est de 600 m ;
- l'étude d'impact est de bonne qualité et décrit correctement le projet, son environnement et ses effets sur celui-ci, avec des méthodes appropriées et en restituant les analyses de façon compréhensible. Les mesures proposées permettent de considérer que le projet prend en compte l'environnement de manière satisfaisante ;
- l'autorité environnementale indique que l'étude paysagère est de bonne qualité et a été réalisée de manière approfondie sur plusieurs échelles d'analyse hiérarchisées ; pour les lieux de vie proches, le dossier démontre que l'impact reste limité par l'existence, le plus souvent, d'écrans végétaux ;
- le commissaire-enquêteur estime que l'étude paysagère, très complète et très détaillée, montre que l'intégration du parc et donc la densification des éoliennes, limite l'impact visuel pour les hameaux et les habitations isolées proches du projet ; il s'inscrit à proximité immédiate et en cohérence d'alignement avec les parcs existants, tout en évitant le mitage du territoire ;
- l'implantation de nouvelles éoliennes dans un secteur où se trouve d'autres parcs fait que leur emprise sur l'horizon reste modérée ; la saturation visuelle dans un rayon de 10 km autour du projet reste acceptable ;
- l'autorité environnementale souligne que concernant le patrimoine historique, le dossier montre qu'il n'y a pas de monuments protégés dans l'environnement proche et l'analyse des photomontages met correctement en évidence que le projet n'a pas d'impact sur les monuments historiques dans un périmètre de 5 km ;
- le commissaire-enquêteur juge que l'analyse des photomontages de l'étude paysagère met en évidence que le projet de parc éolien n'a pas d'impact sur le patrimoine notamment pour les cinq monuments classés proches du site ;
- il existe une distance de 3 km entre le bâtiment du château de Saragosse (site inscrit, et non classé, aux monuments historiques) sur la commune de Lazenay et le projet de parc éolien ; il n'y a pas de co-visibilité directe entre les deux constructions ;
- une co-visibilité indirecte existe entre ce monument historique et le projet, mais elle ne concerne que l'allée centrale qui mène au château et une partie du parc éolien, ce qui limite l'enjeu et rend l'impact acceptable ;
- la visibilité depuis l'allée du château sur une partie du parc éolien, est masquée partiellement par plusieurs rangées d'arbres ;
- le demandeur met en place un plan de bridage de fonctionnement pour réduire le bruit lié aux éoliennes et s'engage à réaliser une étude acoustique après la mise en service des installations pour vérifier l'efficacité de ce plan et l'adapter si nécessaire ;
- un suivi de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères, est prévu, et des mesures correctives seront mises en place si une mortalité notable en lien avec les éoliennes est avérée ;
- le projet ne perturbe pas le fonctionnement des radars et des aides à la navigation ;
- les éoliennes sont équipées de dispositifs de sécurité qui permettent de prévenir les risques accidentels,
- les conditions de remise en état du site après exploitation sont encadrées par des dispositions réglementaires,
- le commissaire enquêteur note que l'étude d'impact sur l'environnement et la santé est très poussée et permet de trouver réponse, a priori, à toutes les questions que l'on peut se poser au regard d'un projet éolien ;
- le commissaire enquêteur émet un avis favorable sur le projet, sans réserve ;

l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations du parc éolien projeté par la société IEL EXPLOITATION 23 sur les communes de Lazenay et Poisieux.

Dans ces conditions, l'inspection des Installations classées propose à Monsieur le préfet de la région Centre-Val de Loire d'autoriser l'activité prévue par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 553-9 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter doivent être présentées, pour avis, à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et paysages.

**L'inspecteur des installations classés,  
Signé**

Vu et transmis avec avis conforme,  
à madame la préfète du Cher,  
Pour le Directeur Régional,

Le chef du Département Impacts Santé Stratégie de l'Inspection,

**Signé**

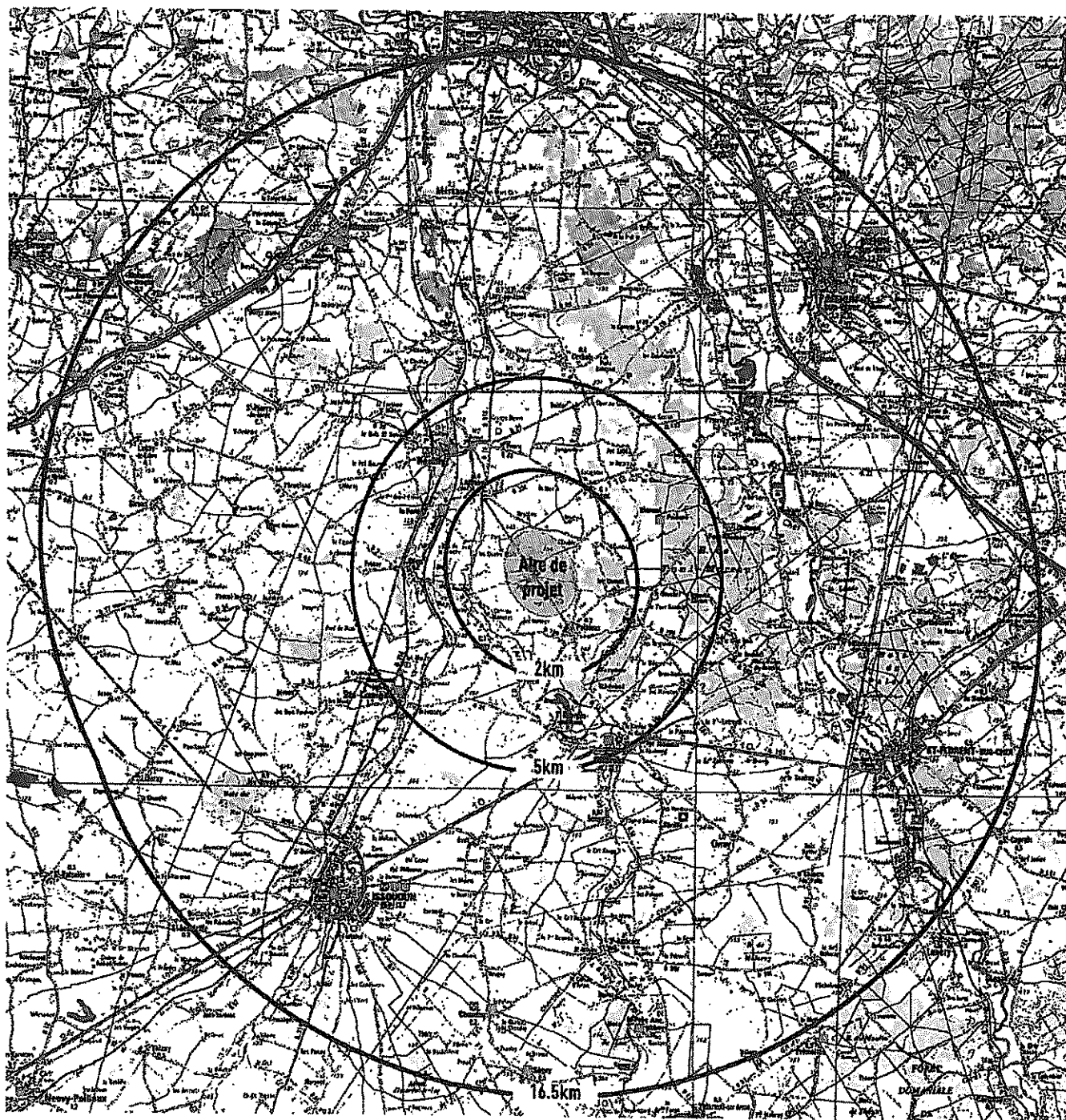




## PLAN DE SITUATION

### IEL EXPLOITATION 23

Lazenay et Poisieux



**IEL EXPLOITATION 23**  
Lazenay et Poisieux

